

ROYAUME DE BELGIQUE.

-----

KONINKRIJK BELGIE.

-----

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

-----

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 10 décembre 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "adaptant les lois des 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications et 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, et la réglementation relative aux radiocommunications aux dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 15 décembre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 10 december 1993 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van de wetten van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving en 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, en de reglementering betreffende de radioberichtgeving aan de bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 15 december 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Il importe que cette adaptation soit rendue effective au plus tôt.

En effet, sur base de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et d'arrêtés pris en vue de son exécution, du personnel actuellement en poste chez Belgacom est sur le point d'être transféré à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Sans l'adaptation qui fait l'objet du présent projet d'arrêté royal, le personnel sera transféré sans aucune compétence, ni attribution.

... sur base de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et d'arrêtés pris en vue de son exécution, du personnel actuellement en poste chez Belgacom est sur le point d'être transféré à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Sans l'adaptation qui fait l'objet du présent projet d'arrêté royal, le personnel sera transféré sans aucune compétence, ni attribution".

\*

\*

\*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

.../...

Observation générale.

Selon l'article 119, alinéas 1er et 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, cette loi ne préjudicie en rien aux dispositions qui figurent dans ou sont prises en exécution de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications et de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, étant toutefois précisé que le Roi est habilité à adapter et coordonner aux dispositions de la loi précitée du 21 mars 1991, les dispositions de ces deux lois qui ont trait à toutes les activités normatives, dont la délivrance de licences, d'autorisations, d'agréments, ainsi que l'exercice du contrôle en la matière. En son alinéa 3, le même article fixe les limites de l'habilitation royale.

L'arrêté en projet est pris sur la base de cette habilitation. Il entend apporter diverses modifications aux deux lois susdites, notamment à leur article 1er qui énumère une série de définitions valables pour l'ensemble des dispositions de chaque loi considérée. A cette égard, la section de législation du Conseil d'Etat croit bon de rappeler que, selon la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, non seulement les aspects culturels proprement dits, mais également les aspects techniques de la radiodiffusion et de la télévision ressortissent en principe à la compétence des Communautés. En ce qui concerne ces aspects techniques, l'autorité fédérale n'a conservé de compétence qu'en matière de "police générale des ondes radioélectriques", laquelle comprend la compétence d'"élaborer les normes techniques

.../...

relatives, et à l'attribution des fréquences et à la puissance des émetteurs", ainsi que "la compétence d'organiser un contrôle technique et d'assurer par la voie répressive le respect desdites normes" (1).

Par son arrêt n° 1/91 du 7 février 1991, la Cour d'arbitrage a annulé les articles 3, 10 et 11 de la loi précitée du 30 juillet 1979 dans la mesure où ils conféraient à l'autorité, alors nationale, des pouvoirs excessifs qui ne tenaient pas compte de la compétence de principe revenant désormais aux Communautés en matière de radiodiffusion et de télévision.

En ce qui concerne la loi du 6 février 1987, la section de législation du Conseil d'Etat lui a, dans deux avis récents (2), fait application de cette jurisprudence, en particulier, à son chapitre II intitulé "Dispositions relatives aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution" groupant les articles 2 à 11. Après avoir relevé que l'article 26 de cette loi laisse au Roi le soin de fixer la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions dudit chapitre II, la section de législation du Conseil d'Etat observe ce qui suit dans son avis L. 22.001/9 du 15 février 1993 :

---

(1) Voyez Cour d'arbitrage, arrêts n°s 7/90 du 25 janvier 1990 et 1/91 du 7 février 1991.

(2) Avis du 15 février 1993 sur une proposition de loi "concernant les réseaux de distribution d'émissions de radio-diffusion établis dans la Région de Bruxelles-Capitale et Doc. parl., Chambre, 755/2-92/93 avis du 3 mars 1993 sur une proposition de loi modifiant la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision en ce qui concerne la transmission de signaux par des sociétés de télévision régionales non publiques.

"Eu égard aux règles répartitrices de compétences dans les matières culturelles et à la jurisprudence de la Cour d'arbitrage en matière de radiodiffusion et de télévision ..., il semble bien que le Roi ne pourrait faire usage de cette habilitation qu'à l'égard des réseaux de radiodistribution et de télédistribution établis dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et y distribuant des programmes tant en français qu'en néerlandais".

La modification apportée par l'article 1er, § 2, de l'arrêté en projet à l'article 1er de la loi du 6 février 1987 se limite à désigner les nouvelles autorités fédérales qui exerceront dorénavant les compétences prévues par les autres dispositions de cette loi, notamment par les articles 2, alinéa 1er, 5, alinéa 2, et 9. Elle n'énervé en rien l'observation formulée par la section de législation du Conseil d'Etat.

Il n'est pas exclu que les autres textes que l'arrêté en projet entend adapter comportent également des dispositions qui excèdent la compétence fédérale, faute de tenir compte de la compétence de principe des Communautés en matière de radiodiffusion et de télévision. Il va sans dire que l'arrêté en projet qui se donne pour seul objet de substituer à des autorités fédérales d'autres autorités fédérales n'est pas susceptible de donner à ces dernières des compétences que les premières ont cessé d'avoir.

Dans le bref délai qui lui a été imparti, il a toutefois été matériellement impossible à la section de législation du Conseil d'Etat, saisie simultanément de nombreuses autres demandes au titre de l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, de procéder à leur recensement. C'est dès lors sous cette réserve expresse que le présent avis est donné.

.../...

Observations particulières.

Préambule.

1. A l'alinéa 2, le mot "programme" n'est pas nécessaire et doit être omis.

2. A l'alinéa 3, il faut mentionner les textes modificatifs de la loi du 6 février 1987.

3. A l'alinéa 4, il n'y a pas lieu de mentionner tous les textes modificatifs de la loi du 21 mars 1991, dès lors que sont visés des articles précis. En outre, l'article 55 de la loi du 21 mars 1991 ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet et celui-ci n'y apporte aucune modification.

On écrira donc :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 119;"

4. A l'alinéa 6, il faut écrire "2 mars 1992" et non "2 mars 1991".

.../...

5. L'on n'aperçoit pas pourquoi les arrêtés royaux visés aux alinéas 9, 10, 12 et 13, sont mentionnés au préambule. S'ils sont pris en exécution de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications et pourraient être visés par l'article 3 du projet, il n'en demeure pas moins qu'aucun de ces arrêtés n'utilise les mots "la Régie des Télégraphes et des Téléphones" ou "la Régie".

6. A l'alinéa 15, on écrira :

"... modifié par les arrêtés ministériels des ..., ..., ..., ..., 19 décembre 1986, ...".

7. L'alinéa 17 doit être remplacé par l'alinéa suivant :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat;".

Les alinéas 18 à 20 doivent être omis.

### Dispositif.

### Article 1er.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas et les subdivisions a), b) doivent être remplacées par 1º, 2º.

.../...

2. Les c) des paragraphes 1er et 2 donnent une définition qui va de soi et qui est superflue. Ils doivent être omis, ce qui permet d'éviter le changement de numérotation prévu aux d) des deux paragraphes.

3. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, a), devenant l'alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, ainsi que du paragraphe 1er, b), devenant l'alinéa 1er, 2<sup>o</sup>, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis. Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

### Article 3.

1. Pour plus de clarté, l'article pourrait être scindé en deux alinéas.

L'alinéa 1er se terminerait par les mots "l'Institut".

L'alinéa 2 serait rédigé comme suit :

"Toutefois, dans les dispositions visées ci-après, les mots "la Régie des Télégraphes et des Téléphones" et "la Régie" sont remplacés par le mot "Belgacom".

1<sup>o</sup> ... (la suite comme au projet)".

.../...

- 2º (le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis);
- 3º (le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis).

2. De même, dans ce qui deviendrait l'alinéa 1er, on remplacera les mots "doivent être remplacés" par les mots "sont remplacés".

Le texte néerlandais de l'article 3, dans ce qui deviendrait l'alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

3. La formule "dans les arrêtés pris en exécution des lois précitées" est vague; mieux vaut énumérer ces arrêtés.

4. Au 3º, il faut écrire "2, a)".

#### Article 4.

En ce qui concerne la version néerlandaise du projet, l'article n'est pas pertinent.

.../...

Article 5.

Le texte néerlandais de l'article 5 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 6 et 7.

Ces dispositions doivent être interverties, car l'article relatif à l'entrée en vigueur doit précéder celui contenant l'exécutoire.

Observation finale.

Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du présent avis est susceptible d'amélioration. A titre d'exemples, quelques propositions de texte ont été faites dans le présent avis.

-----

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"... sur base de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et d'arrêtés pris en vue de son exécution, du personnel actuellement en poste chez Belgacom est sur le point d'être transféré à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Sans l'adaptation qui fait l'objet du présent projet d'arrêté royal, le personnel sera transféré sans aucune compétence, ni attribution".

\*

\*

\*

Gelet op de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot de volgende opmerkingen.

#### Algemene opmerkingen.

Volgens artikel 119, eerste en tweede lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, doet deze wet geen afbreuk aan de bepalingen die opgenomen zijn in of vastgesteld zijn

.../...

ter uitvoering van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving en van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, waarbij evenwel wordt opgemerkt dat de Koning gemachtigd is om de bepaling van die twee wetten welke betrekking hebben op alle regelgevende activiteiten, waaronder het afgeven van vergunningen, machtigingen en goedkeuringen, alsook het uitoefenen van de controle daarop, aan te passen aan en in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de voormelde wet van 21 maart 1991. Het derde lid van datzelfde artikel bepaalt de grenzen van de bevoegdheid van de Koning.

Het ontworpen besluit wordt vastgesteld op grond van die bevoegdheid. De bedoeling ervan is in beide voormelde wetten verscheidene wijzigingen aan te brengen, inzonderheid in de artikelen 1 waarin een aantal definities worden gegeven die gelden voor alle bepalingen van beide wetten in kwestie. Daarbij acht de afdeling wetgeving van de Raad van State het nuttig eraan te herinneren dat de rechtspraak van het Arbitragehof heeft gesteld dat niet alleen de louter culturele aspecten, maar ook de technische aspecten van de radio-omroep en televisie in beginsel tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoren. Wat die technische aspecten betreft, is de federale overheid nog alleen bevoegd voor "de algemene politie van de radio-elektrische golven", waaronder de bevoegdheid "om de technische normen betreffende het toekennen van de frequenties en betreffende het vermogen van de zendtoestellen uit te vaardigen", alsook "de bevoegdheid een technische

.../...

controle te organiseren en de bedoelde normen strafbaar te stellen" (1).

Het arbitragehof heeft de artikelen 3, 10 en 11 van de voormelde wet van 30 juli 1979 bij arrest nr. 1/91 van 7 februari 1991 vernietigd, in zoverre zij de, toen nationale, overheid buitensporige bevoegdheden verleenden waarbij geen rekening werd gehouden met de beginselbevoegdheid voor radio-omroep en televisie die voortaan toekomt aan de Gemeenschappen.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft die rechtspraak in twee recente adviezen (2) toegepast op de wet van 6 februari 1987, inzonderheid op hoofdstuk II, "Bepalingen betreffende de radiodistributie- en de teledistributienetten" genaamd, dat de artikelen 2 tot 11 omvat. Na te hebben vermeld dat artikel 26 van die wet bepaalt dat de Koning voor iedere bepaling van hoofdstuk II de datum van inwerkingtreding vaststelt, merkt de afdeling wetgeving van

---

(1) Zie Arbitragehof, arresten nr. 7/90 van 25 januari 1990 en 1/91 van 7 februari 1991.

(2) Advies van 15 februari 1993 over een voorstel van wet "betreffende de in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gevestigde netten voor distributie van radio-omroepuitzendingen" en Gedr. St., Kamer, 755/2-92/93, advies van 3 maart 1993 over een voorstel van wet tot wijziging van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie met betrekking tot het overbrengen van signalen door niet-openbare regionale televisie-omroepen.

de Raad van State in advies L. 22.001/9 van 15 februari 1993 het volgende op :

"Gelet op de regels die de bevoegdheden verdelen inzake de culturele aangelegenheden, alsmede op de rechtspraak van het Arbitragehof inzake radio- en televisie-omroepsuitzendingen, inzonderheid op de arresten nr. 7/90 van 25 januari 1990 en nr. 1/91 van 7 februari 1991, lijkt het erop dat de Koning die machtiging alleen kan aanwenden ten aanzien van de radio- en televisiedistributienetten die in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad zijn gevestigd en er zowel Nederlandstalige als Franstalige programma's uitzenden".

De wijziging die bij artikel 1, § 2, van het ontworpen besluit wordt aangebracht in artikel 1 van de wet van 6 februari 1987 heeft alleen betrekking op de aanwijzing van de nieuwe federale instanties die voortaan de bevoegdheden uitoefenen die worden voorgeschreven in de andere bepalingen van die wet, inzonderheid in de artikelen 2, eerste lid, 5, tweede lid, en 9. Zij doet hoegenaamd niets af aan de opmerking van de afdeling wetgeving van de Raad van State.

Het is best mogelijk dat de andere teksten die het ontworpen besluit wil aanpassen ook bepalingen bevatten die de federale bevoegdheid overschrijden, door geen rekening te houden met de beginselbevoegdheid van de Gemeenschappen voor radio-omroep en televisie. Uiteraard kan het ontworpen besluit, dat alleen de vervanging van federale instanties door andere federale instanties beoogt, aan deze laatste geen bevoegdheden kan toekennen die de eerstgenoemde instanties niet meer hebben.

.../...

Gelet op de korte termijn die haar is toegemeten, verkeerde de afdeling wetgeving van de Raad van State, bij wie tegelijkertijd talrijke andere aanvragen op grond van artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State zijn ingediend, in de feitelijke onmogelijkheid om daarvan een lijst op te stellen. Het is derhalve onder dat uitdrukkelijk voorbehoud dat dit advies wordt gegeven.

Bijzondere opmerkingen.

Aanhef.

1. In het tweede lid is het woord "programma" onnodig en behoort het te vervallen.

2. In het derde lid moeten de teksten tot wijziging van de wet van 6 februari 1987 vermeld worden.

3. In het vierde lid is er geen reden om alle teksten tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 te vermelden, aangezien er wordt verwezen naar bepaalde artikelen. Bovendien vormt artikel 55 van de wet van 21 maart 1991 niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit en brengt dat besluit er geen enkele wijziging in aan.

Men schrijve dus :

.../...

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 119;"

4. In het zesde lid schrijve men "... de bijlagen ervan" in plaats van "... zijn bijlagen" en "2 maart 1992" in plaats van "2 maart 1991".

Het is niet duidelijk waarom de koninklijke besluiten die geciteerd worden in het negende, tiende, twaalfde en dertiende lid in de aanhef worden vermeld. Zij zijn weliswaar vastgesteld ter uitvoering van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving en zouden kunnen worden aangehaald in artikel 3 van het ontwerp, maar desalniettemin komen in geen van die besluiten de woorden "de Regie van Telegrafie en Telefonie" of "de Regie" voor.

6. In het vijftiende lid schrijve men :

"Gelet op het ministerieel besluit van ... en de bijlagen ervan, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van ..., ..., ..., 19 december 1986, ...;"

7. Het zeventiende lid moet worden vervangen door het volgende lid :

"Gelet op het advies van de Raad van State;"

.../...

Het achttiende tot en met het twintigste lid behoren te vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Er is geen grond om het artikel in paragrafen in te delen en de onderverdeling a), b), moeten worden vervangen door 1°, 2°.

2. In de onderverdelingen c) van de paragrafen 1 en 2 wordt een vanzelfsprekende en overbodige definitie gegeven. Beide c) behoren te vervallen, zodat de vernumming voorgeschreven in de onderverdelingen d) kan worden voorkomen.

3. In paragraaf 1, a), die het eerste lid, 1°, wordt, schrijve men :

1° onderdeel 1° wordt vervangen door de volgende bepaling :  
... (voorts zoals in het ontwerp).

In paragraaf 1, b), die het eerste lid, 2°, wordt, schrijve men :

"2° onderdeel 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :  
... (voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande dat

.../...

"afgekort als" moet worden geschreven, in plaats van "afgekort").

In de inleidende zin van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, vervange men het woord "aanpassingen" door het woord "wijzigingen".

### Artikel 3.

1. Het artikel zou aan duidelijkheid winnen door het in twee leden op te splitsen.

Het eerste lid zou dan eindigen met de woorden "het Instituut".

Het tweede lid zou als volgt worden gesteld :

"In de hierna vermelde bepaling worden de woorden "de Regie van Telegrafie en Telefonie" en "de Regie" evenwel vervangen door het woord "Belgacom".

- 1° artikel 2 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving;
- 2° de artikelen 5, eerste lid, 6 en 10, § 4, van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie;

.../...

3° de artikelen 2, a), en 6, derde en vierde lid, van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private berichtgeving;".

2. Evenzo vervange men de woorden "moeten ... vervangen worden", in wat het eerste lid wordt, door de woorden "worden ... vervangen".

Voorts schrijve men "de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving" in plaats van "de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioverbindingen" en "de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie" in plaats van "de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en televisie-distributienetten ...".

3. De formulering "in de besluiten ter uitvoering van deze voorvermelde wetten" is vaag; het zou beter zijn die besluiten op te sommen;

4. Zoals reeds blijkt uit de hierboven voorgestelde tekst schrijve men in 3° : "2, a)".

#### Artikel 4.

De vervanging van het woord "elle" door het woord "il" voorgesteld in artikel 4, kan niet worden gecalqueerd in de Nederlandse versie van de opgesomde bepalingen. In de

.../...

Nederlandse versie is er geen reden om het woord "zij" te vervangen door "hij", aangezien het woord "zij" verwijst naar de woorden "de instelling van openbaar nut".

#### Artikel 5.

Men schrijve :

"In artikel 25, tweede lid, van ... (voorts zoals in het ontwerp).

#### Artikelen 6 en 7.

De volgorde van die bepalingen moeten worden omgekeerd, aangezien het artikel betreffende de inwerking-treding moet voorafgaan aan de uitvoeringsbepaling.

#### Slotopmerking

De Nederlandse tekst van verschillende bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld zijn in dit advies een aantal tekstvoorstellen gedaan.

-----

DV.

- 21 -

L. 22.974/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,  
de Heren :

président de chambre,  
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,  
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

Madame : M. PROOST,  
Mevrouw :

greffier assumé,  
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, premier président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, eerste voorzitter.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.

.../...